

*Le budget—M. Joe Clark*

briser la tendance restrictive du chômage élevé chez les jeunes.

• (1720)

Le Comité Hunter sur la jeunesse a publié son rapport il y a 19 mois; celui-ci a été acclamé avec l'enthousiasme spécial que le présent gouvernement réserve aux rapports qu'il décide d'ignorer. Une recommandation simple, mais très précieuse de ce rapport consiste à demander au gouvernement de reconnaître au moins que le chômage chez les jeunes constitue un problème spécial au Canada. Pour le moment, nous n'avons pratiquement aucun renseignement précis sur les causes particulières du taux de chômage élevé parmi les jeunes, sur ses liens avec le système éducatif, sur l'efficacité des services d'orientation ou de main-d'œuvre, sur la nécessité et la portée de tâches d'un genre nouveau ou définies d'une nouvelle façon. Le comité Hunter a recommandé la création d'une direction générale canadienne de l'emploi des jeunes, et les membres de notre parti approuvent en général cette initiative en tant que mesure provisoire. Le gouvernement n'a rien fait à ce sujet.

Le rapport du Conseil canadien de développement social intitulé «*A Right to Opportunity*» révèle un chaos dans les services d'orientation et d'assistance sociale offerts aux jeunes Canadiens en chômage. Le Conseil recommande l'organisation rapide d'une conférence fédérale-provinciale de manière à mettre un peu d'ordre et d'équité dans ce domaine. Le gouvernement n'a rien fait. Ce parti a proposé que les programmes d'initiatives locales et de perspectives-jeunesse soient régis par une loi; on pourrait ainsi discuter à la Chambre des buts de ces programmes qui pourraient occuper une place permanente dans la structure des programmes de divers organismes gouvernementaux et volontaires, au lieu de constituer des programmes itinérants et coûteux dont le statut actuel empêche une programmation nationale intégrée. Le gouvernement refuse cet engagement, comme il refuse en réalité de s'engager à faire quoi que ce soit au sujet du problème permanent du chômage parmi les jeunes. Le gouvernement s'est dérobé devant le problème et cela a assez duré. Nous ne pouvons pas nous permettre l'énorme dépense de ressources humaines qui consiste à apprendre à des centaines de milliers de jeunes à devenir chômeurs et à recevoir des prestations de bien-être. Nous gaspillons des vies et du potentiel.

Le problème de l'emploi des jeunes serait moins aigu dans une économie fonctionnant presque à plein rendement. La manière dont notre parti aborde le problème, comme l'a exposé jeudi le député de Don Valley (M. Gillies), aidera les jeunes à trouver un emploi et aidera également d'autres Canadiens. Même alors, des mesures spéciales s'imposeront pour arrêter ou renverser une tendance vers un chômage de plus en plus prononcé chez les Canadiens de moins de 24 ans.

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a souligné vendredi dernier l'effet le plus grave du présent budget qui sera de maintenir le pays dans la stagnation actuelle parce que nous sommes gouvernés par un parti qui a plus à cœur sa propre survivance que le progrès ou la croissance économiques du Canada. C'est une philosophie qui nuit à bien des régions du pays; mais aucune collectivité ne souffre autant de ce gouvernement ou de ce budget que les centaines de milliers de jeunes Canadiens qui cherchent en vain du travail dans un pays prospère. Si nous continuons de les priver d'une occasion de mettre ce qu'ils ont de meilleur au service du Canada, ils prendront vite

[M. Clark.]

l'habitude de lui accorder ce qu'ils ont de pire. C'est un résultat que nous serions en mesure d'éviter si le gouvernement voulait bien faire passer l'intérêt du pays avant le sien.

[Français]

**M. Eudore Allard (Rimouski):** Monsieur l'Orateur, un des soucis avoués de l'honorable ministre des Finances (M. Turner), quand il a lu son exposé budgétaire, lundi soir dernier, c'était de réduire le taux de chômage et de stimuler la croissance économique.

Un fait reconnu est que le Canada compte près de 700,000 chômeurs enregistrés et catalogués. Il est également vrai que des milliers de travailleurs qui n'occupent présentement aucun emploi, parce qu'ils ne peuvent en trouver, ne figurent pas dans les statistiques officielles relatives au nombre des chômeurs. On peut donc dire que le taux de chômage est plus élevé qu'il ne paraît actuellement, et que des mesures autrement plus énergiques et plus importantes que celles que propose le ministère des Finances devraient être mises en application pour faire disparaître le chômage.

Le ministre des Finances prévoit en outre que 300,000 nouveaux emplois devraient être créés grâce aux mesures proposées dans le budget; ces nouveaux emplois serviraient de débouché à la main-d'œuvre «fraîche» qui entrera sur le marché du travail en 1973.

Mais si les mesures annoncées par le ministre des Finances n'ont pour résultat que de fournir des emplois aux nouveaux venus sur le marché du travail, il ne restera rien d'efficace pour stimuler l'économie d'une façon vigoureuse afin qu'elle fournisse du travail aux quelque 700,000 chômeurs que l'on compte présentement.

L'honorable ministre des Finances reconnaît également que le moyen de créer de l'emploi, c'est de stimuler la demande. Les produits existent en abondance, à un point tel qu'on «s'arrache les cheveux» pour les exporter.

Voici ce qu'on disait lors de la 32<sup>e</sup> conférence annuelle sur les perspectives de l'agriculture canadienne qui s'est tenue à Ottawa les 20 et 21 novembre. Je cite:

Dans l'ensemble les perspectives pour les agriculteurs de l'Ouest semblent plus favorables que celles des agriculteurs de l'Est du Canada.

En effet, déjà le Canada est assuré de ventes records de blé, à la suite des ententes signées cette année avec la Russie et la Chine.

Par contre, dans l'Est, les ventes de fromage baisseront encore cette année, le Canada devra encore une fois importer du beurre en petite quantité pour maintenir les prix d'une façon raisonnable et le prix des porcs sera à peu près équivalent à celui de 1972.

En ce domaine, les prix seront souvent identiques à ceux des États-Unis.

Selon un participant à la Conférence, la seule façon de réduire cette fluctuation des prix serait d'établir un office national de commercialisation des produits du porc, tout comme on désire en établir un pour les œufs.

Toutefois trois provinces n'ont même pas d'office de commercialisation pour le porc, il s'agit du Québec, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique.

En ce qui touche les exportations, il a été clairement établi au cours de la conférence que le Canada devra poursuivre son exploration des marchés internationaux pour permettre à son agriculture de progresser.

Selon M. Neufeld, du département de l'Économie de l'Université de Toronto, cela est si important que si de nouveaux marchés ne sont pas découverts l'agriculture canadienne est appelée à déperir.

Monsieur l'Orateur, si l'on ne trouve pas de nouveaux marchés pour les œufs, le porc, le bœuf, le blé et, enfin, pour tous les autres produits agricoles, l'agriculture va déperir, car les agriculteurs vont rester avec les récoltes